

fédéral, provincial et municipal, vis-à-vis la fonction sociale que nous devons exercer à l'endroit de tous les individus, tout particulièrement à l'égard de ceux qui sont les moins favorisés. Mais je suis, et je ne suis pas le seul, monsieur le président, à constater qu'aujourd'hui la préoccupation première de ceux que l'on appelle les dirigeants est non pas d'exercer leurs responsabilités mais de les transposer au niveau des gouvernements, et je ne suis sans doute pas le seul à déplorer que ceux qui prétendent diriger la société, à quelque niveau qu'ils soient, sont devenus des gens qui sont effrayés par les responsabilités, ceux qui croient que les gouvernements sont là pour répondre à toutes les demandes qui leur sont transmises.

Monsieur le président, je pense que la société canadienne a des avantages extraordinaires que je n'ai pas l'intention de valoriser et de mettre en valeur, mais je constate quand même que la société actuelle traverse des difficultés tout à fait extraordinaires, parce que ceux qui la composent ont tendance à ne pas partager les responsabilités qui leur appartiennent. Si les gouvernements à tous les niveaux sont endettés d'une façon excessive, et ceci provient de la faiblesse des gouvernements, c'est parce qu'ils répondent par l'affirmative à toutes les demandes qui leur sont soumises. Cela dépend également de la responsabilité de nos dirigeants à tous les niveaux qui, pour se décharger de leurs responsabilités, s'adressent aux gouvernements comme s'ils étaient des gouvernements miracles, capables de donner à tout moment, en toutes circonstances, une réponse favorable à tous ceux qui leur demandent de verser des montants d'argent.

Monsieur le président, je pense que, comme Canadien d'expression française, comme député à part entière à la Chambre, je suis heureux de pouvoir démontrer ce soir avec mes collègues d'en face que les problèmes que notre gouvernement vit, il pourra les résoudre à condition que nos collègues d'en face participent avec nous à trouver des solutions. Lorsque je m'adresse de cette façon à mes collègues d'en face, je sais qu'ils sont conscients que les gouvernements ont besoin d'une participation, d'une collaboration de tous les députés, sans égard à leur parti politique, parce que ce qui est important, ce n'est pas de faire prévaloir une idée politique, mais avant tout de faire prévaloir cette idée canadienne dont le drapeau est l'exemple concret, et qui est à côté de notre président estimé, qui fait son possible pour reconnaître aux députés de la Chambre tous les droits qui leur appartiennent.

Je pense, monsieur le président, qu'il devient important que nous réalisions que les problèmes auxquels nous avons à faire face, ce ne sont pas des problèmes insolubles. On a parfois tendance à dramatiser les situations, et parfois c'est tout à fait normal dans tous les domaines pour présenter un tableau exact d'une situation. Il convient, et cela se fait dans bien des cas, de le présenter d'une façon avec une caricature.

Une voix: C'est la même chose que les créditistes . . .

M. Marceau: Non, ce n'est pas la même chose! Ce que je veux dire, c'est que, dans notre société, on a tendance à présenter les problèmes d'une façon dramatique. Je pense que cela s'explique plus facilement, et surtout cela se dit plus facilement. Monsieur le président, je pense que ce soir je suis tout particulièrement heureux de participer à ce débat, non pas avec l'intention d'apporter des solutions révolutionnaires, des solutions originales qui permettront de régler nos problèmes, mais j'ai l'impression que tous les gens qui apportent leur

Dette gouvernementale

contribution à ce débat ont l'impression que ce qui les inspire, leur première préoccupation, c'est celle d'aider les Canadiens, et tout particulièrement ceux qui sont les moins favorisés.

Nous, qui sommes ici, ne pouvons prétendre que nous sommes des défavorisés. Je pense que nous jouissons tous d'un niveau de vie assez élevé, que nous jouissons tous d'avantages socio-économiques qui quand même sont au-dessus de la moyenne. Mais je pense que notre préoccupation, notre devoir et notre responsabilité c'est d'aider ceux qui sont moins favorisés que nous. Et lorsque j'entends mes collègues d'en face qui expriment, en exposant des solutions qui ne sont quand même pas nouvelles, mais qui sont valables. Ils s'emploient à chercher des solutions, je pense qu'on ne peut pas rejeter des gens qui comme nous cherchent à trouver des solutions.

Et ce soir, quand je lis la motion à l'étude, je constate qu'elle est quand même rédigée dans des termes extrêmement sobres. Et lorsque, par exemple, l'on dit ceci:

Que, de plus, cette Chambre déplore le fait que le gouvernement ne présente aucune formule nouvelle de financement du secteur public qui serait de nature à corriger la situation . . .

Je suis presque prêt à conclure que cet avertissement que nous donnent nos collègues est valable, parce que, lorsque l'on constate les problèmes auxquels nous avons à faire face, on est obligé de conclure que nous n'avons pas trouvé de solution vraiment valable. Je pense qu'il faut être honnête en face des problèmes. Il ne faut mettre de côté aucune solution qui soit susceptible d'aider les gens moins favorisés que nous. Et je pense que le débat jusqu'ici a atteint un niveau qui est tout à fait souhaitable et nous permet de conclure que nous ne sommes pas ici pour essayer de détruire, en utilisant des paroles qui dépassent notre pensée, des paroles qui essaient de faire prévaloir une idée politique ou de préparer une élection éventuelle.

Nous sommes ici pour essayer ensemble, dans un climat de fraternité et d'amitié, de constater que le Canada, un pays extrêmement riche, fait quand même face à des problèmes auxquels nous n'avons pas trouvé de solution. Ce soir, si le débat peut nous permettre d'enregistrer diverses opinions qui nous permettront de nous rendre compte que c'est ensemble que nous pourrions aider les gens moins favorisés que nous, à mon avis, ce débat aura réussi à atteindre son objectif.

Monsieur le président, ceux qui me connaissent savent que dans le domaine financier ou dans le domaine monétaire je n'ai pas la réputation d'être le plus compétent, mais je suis prêt à reconnaître que dans la vie il est impossible d'être compétent dans tous les domaines. Mais je pense que dans cette Chambre, ceux qui s'adressent à tous les Canadiens n'ont pas la prétention d'être en mesure de trouver des solutions à tous les problèmes et ne sont pas en mesure de se targuer ou de prétendre posséder toutes les compétences. Mais il est un fait qui me semble le plus essentiel et le plus important, c'est celui de réaliser ce soir que dans cette Chambre, à l'aide des députés de toutes les provinces de notre pays, sauf l'une où nous ne sommes pas représentés, et je pense que c'est malheureux puisque dans la Chambre toutes les provinces devraient être représentées, mais quand même, je pense que nous, tous les Canadiens qui sommes ici, avec le même objectif, sommes prêts à travailler pour essayer de trouver des solutions, qu'elles viennent d'en face ou qu'elles viennent de ce côté-ci, et sommes capables d'aider les gens qui sont moins favorisés.